



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LYON - 18 septembre 2008 - 9 heures

L'existence de la médecine générale universitaire ne serait qu'un effet d'annonce ?

Depuis l'entrée en fonction, à la rentrée dernière, des premiers Chefs de Clinique Universitaires de Médecine Générale, une loi historique et un décret d'application ont été publiés, conférant à la Filière Universitaire de Médecine Générale (FUMG) une existence législative. D'importantes carences en la matière subsistent pourtant : les arrêtés accompagnant le décret du 28 juillet 2008 et un décret primordial statuant sur l'activité de soins des personnels universitaires de médecine générale.

En dépit de ces progrès théoriques, sur le terrain, la situation dramatique de la Médecine Générale à l'université n'évolue pas.

Pour les Chefs de Clinique, des candidatures de qualité ont été déposées dans la majorité des facultés, mais plus de la moitié d'entre elles ne trouvent aucun écho. Pourtant, les autres spécialités disposent de 3500 chefs de clinique, contre 16 pour la médecine générale, les internes de médecine générale représentant la moitié des effectifs des étudiants en troisième cycle. Comment accepter que le redéploiement de 1% des postes de post internat au profit de la médecine générale soit insurmontable ?

Pour les titulaires universitaires de Médecine Générale, la situation est encore plus simple : il y en avait 0 en France à la rentrée dernière, il y en aura toujours 0 lors de cette rentrée. Là encore, en l'absence de création de postes, nous en resterons à 5500 titulaires dans les autres disciplines et au vide absolu pour la Médecine Générale.

Il serait grand temps que le Ministère en charge des effectifs universitaires fasse preuve d'un minimum de crédibilité au décours des récentes annonces de « *montée en puissance de la filière* » et de « *priorité à la médecine générale* ». A défaut des moyens spécifiques alloués à cette spécialité, que nous réclamons, il est indispensable que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche prenne la responsabilité de la mise en œuvre du développement de la FUMG dans chacune des facultés de France.

Si certains candidats au clinicat n'accédaient pas effectivement à un poste cette année, si des titulaires n'étaient pas nommés dans les facultés de France, c'est incontestablement l'avenir de la FUMG qui serait mis en jeu, mais aussi celui de la Médecine Générale et de son image. Comment poursuivre les discours de terrain de valorisation et de promotion si même les Ministères n'assument pas leurs engagements ?

Contacts Presse



InterSyndicale Nationale Autonome Représentative des Internes de Médecine Générale
286 rue Vendôme 69003 LYON
president@isnar-img.com - 06 73 07 53 01
www.isnar-img.com



Syndicat National des Enseignants de Médecine Générale
6 bis rue des Deux Communes 94300 VINCENNES
v.renard@cnge.fr - 06 25 80 33 29
www.cnge.fr